



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2627
7 décembre 2018
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE

OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Le journal
d'Arlette Laguiller

Se dresser contre Macron... et contre ses maîtres capitalistes



Lycées

Des gilets jaunes aux gilets jeunes

Page 6

COP24

Le naufrage de la conférence et du climat

Page 16

Entreprises

Contre les salaires trop bas, les licenciements...

Pages 11 à 15

Se dresser contre Macron... et contre ses maîtres capitalistes

Le gouvernement s'est indigné des « scènes de guérilla urbaine » durant les manifestations du 1^{er} décembre. Les journalistes ont sommé chaque personne interviewée de condamner la violence et les atteintes aux symboles de la république. Tous ces gens veulent bien s'émouvoir des souffrances des plus modestes, à condition qu'ils les subissent en silence !

Après des années de coups encaissés contre leurs conditions d'existence, la colère des classes populaires déborde, et c'est cela qu'il faudrait condamner ? « C'est violent aussi de ne plus rien avoir dans le frigo avant la fin du mois pour nourrir sa famille », commentait une mère célibataire au smic.

Macron a laissé ses ministres se relayer pour appeler à un prétendu dialogue. Le gouvernement ne réussit même pas à asseoir des gilets jaunes autour d'une table, et d'ailleurs rien ne dit que cela suffirait à calmer la colère.

Du côté de l'opposition, de l'extrême droite à la gauche, tous les dirigeants politiques sont montés au créneau. Des états généraux sur le pouvoir d'achat, proposés par le PS, au référendum sur les taxes de la droite, en passant par de nouvelles élections, exigées par Mélenchon ou Le Pen, chacun joue sa carte dans le petit jeu politique, affirmant comprendre la colère des classes populaires. Leurs discours sur la « réponse des institutions » ne changeront rien aux fins de mois impossibles pour les classes populaires. Mais les partis d'opposition aimeraient bien profiter du rejet que suscitent la politique de Macron et son arrogance.

L'impôt sur la fortune, déjà dérisoire par rapport aux revenus des grands bourgeois, a été presque entièrement supprimé par le gouvernement Macron, le même qui affirme aujourd'hui que le moindre coup de pouce au salaire minimum est impossible. Sa politique tout entière est tournée vers les intérêts de la classe capitaliste. Si Macron lâche du lest devant la mobilisation des gilets jaunes, on peut être sûr qu'il trouvera une autre façon de faire les poches des classes populaires au profit de la bourgeoisie.

Le slogan « Macron démission » fait l'unanimité dans les manifestations, et cela se comprend. Mais si Macron finit par laisser la place, son successeur fera la même politique. Le style changera peut-être, mais la feuille de route restera la même, car elle sera dictée par la même classe capitaliste, véritable donneur d'ordres des gouvernements successifs. En ne

visant que Macron et son gouvernement, on dirige la foudre sur le paratonnerre, qui est justement là pour protéger les capitalistes.

Dans cette période de crise de leur système, les capitalistes, les actionnaires des grandes entreprises, maintiennent et augmentent leurs profits en imposant le blocage des salaires et une exploitation accrue, en imposant l'augmentation des cadences pour ceux qui ont encore un travail et le chômage pour les autres. Pour les travailleurs, les ouvriers, les employés, s'opposer à la chute du pouvoir d'achat signifie porter le combat dans les entreprises, engager la lutte pour les salaires.

Parmi les gilets jaunes, beaucoup réclament la transparence des comptes de l'État. Ils constatent que les impôts et les taxes qu'ils paient ne sont pas investis dans les services utiles au quotidien et revendiquent de savoir où va l'argent. L'ensemble des classes populaires a intérêt à contrôler ce que l'État fait de l'argent. Mais ce contrôle doit s'étendre aux entreprises. Les capitalistes disent qu'ils ne peuvent pas augmenter les salaires, qu'ils ne peuvent pas embaucher ? En imposant la transparence et le contrôle des comptes, les travailleurs auraient les moyens de voir où vont les milliards issus de l'exploitation de leur travail.

En contestant la domination des capitalistes sur leurs conditions d'existence, les travailleurs s'opposeraient à une politique qui frappe en fait toutes les catégories populaires. Car en bloquant les salaires, en fermant des entreprises, en licenciant, les capitalistes frappent tout un quartier, toute une ville, parfois toute une région, y compris les artisans, les commerçants, dont le sort est lié à celui des travailleurs.

La force des travailleurs est dans les entreprises, où ils se retrouvent tous les jours. Leur travail est à la base des profits des capitalistes. C'est là qu'ils ont les moyens, par la grève, d'imposer l'augmentation générale des salaires, des pensions et des allocations.

Et c'est une lutte d'ensemble qui permettrait aussi que ces augmentations ne soient pas reprises à l'autre bout, par la hausse des prix, en imposant qu'elles suivent automatiquement la hausse du coût de la vie.

Au sommaire

LEUR SOCIÉTÉ

Gilets jaunes : le recul du gouvernement 3

Violences, celle des casseurs et celle du capital 3



La République en marche... arrière 3

Gilets jaunes : les travailleurs doivent se faire entendre 4

Échos du mouvement 4

Gilets jaunes : dissoudre l'Assemblée... pour dissoudre le mouvement 5

Recherche interlocuteurs désespérément 5

Dis-moi qui Marine Le Pen protège... 5

Colère et grève générale 5

Mouvement dans les lycées : des gilets jaunes aux gilets jaunes 6

Agglomération toulousaine 6

Collège Sisley - L'Île-Saint-Denis 6

Marseille : une manifestation imposante 7



Éducation : militants devant le tribunal 7

Étudiants étrangers : explosion des droits d'inscription 7

Du RMI au RSA : cache-misère de la crise du capitalisme 10

COP24 : le naufrage de la conférence... et du climat 16

ISF : une goutte d'argent dans un océan d'or 16

Armée de l'Air : plan de vol des impôts 16

Arrêts de travail non utilisés 16

DANS LE MONDE

Espagne : le succès de l'extrême droite en Andalousie 8

Colombie : le nouveau président face à la révolte étudiante 8

Chine : répression antiouvrière 8



Italie : un gouvernement aux ordres du capital 9

États-Unis : General Motors massacre l'emploi 9

Égypte : armes de répression made in France 9

ENTREPRISES

PSA - Poissy 11

Sandvik - Fondettes 11

Nos lecteurs écrivent 11

Park Hyatt - Paris 12

Solystic 12


Bayer : suppressions d'effectifs pour maintenir les profits 12

Raffineries : grèves et avertissement 13

U Log - Trélazé 13

Renault - Cléon 13

Dans le nettoyage, chez Elior 14



RATP 14

Take Eat Easy 14

Fonderies du Poitou 15

IL Y A 100 ANS

Novembre 1918 - l'armée française contre la révolution russe 10

Gilets jaunes : le recul du gouvernement

Après avoir tergiversé pendant trois semaines, prétendu qu'il garderait le cap, affirmé qu'il travaillait pour les générations futures et la planète, le gouvernement a dû se résoudre à reculer devant le mouvement des gilets jaunes.

Mardi 4 décembre, pour tenter de se sortir de la crise, Édouard Philippe a annoncé un report de six mois des augmentations prévues des carburants au 1^{er} janvier prochain; le report de l'alignement du prix du gazole sur celui de l'essence, ainsi que celui des nouveaux contrôles techniques; le gel du prix du gaz et de l'électricité jusqu'au printemps. Même si ces mesures sont ridiculement insuffisantes, au regard des nécessités et des revendications exprimées par le mouvement, il

s'agit bien d'un recul et donc d'un succès politique pour les gilets jaunes.

En fait le gouvernement veut se donner du temps, dans l'espoir que le mouvement va s'épuiser ou perdre son soutien populaire. Mais rien ne dit que son opération va réussir. En durant et en s'organisant, le mouvement des gilets jaunes a élargi ses revendications et commencé à poser les vraies questions, et notamment celles du pouvoir d'achat, des salaires, pensions et retraites, ou de la dégradation

des services publics. Le recul tardif du gouvernement devant le mouvement, assorti de minables propositions, suffira-t-il à mettre un coup d'arrêt, ou au contraire contribuera-t-il à l'encourager à s'élargir et à s'approfondir?

En tout cas, les gilets jaunes interrogés affirment déjà avec raison que Philippe n'a fait que reporter des augmentations prévues, alors qu'il s'agit de donner aujourd'hui au monde du travail ce à quoi il a droit : les moyens de vivre décemment. La goutte d'eau s'est évaporée, reste le vase, et il est toujours plus que plein!

Paul Galois



Édouard Philippe et François de Rugy annonçant le moratoire.

La République en marche... arrière

Face à l'ampleur du mouvement de contestation des gilets jaunes, le gouvernement s'est trouvé désarmé. Fallait-il maintenir le cap des réformes, comme le proclamait Macron, ou jeter du lest pour tenter de retrouver la paix sociale, mais en quelle quantité pour ne pas risquer l'effet contraire ?

Le temps que les dirigeants cherchent la réponse à cette question, la grogne s'était amplifiée et, avec elle, le soutien de la population, conduisant le gouvernement dans une impasse. Tout ce petit monde de politiciens fraîchement émoulus, du président de la République au jeune loup de province, tout aussi arrogant vis-à-vis des classes populaires, se trouva fort dépourvu quand la colère fut venue, pour paraphraser La Fontaine. Ils ont alors cherché comment se sortir du borborygme.

Ils ont tenté de jouer la carte de l'écologie, cherchant à faire accepter les sacrifices qu'ils imposaient aux classes populaires au nom de la sauvegarde de la planète. Or, si la plupart des gilets jaunes sont bien conscients que cette dernière va effectivement mal, ils ne sont pas prêts à gober qu'ils en sont responsables et que la hausse des carburants qu'on veut leur imposer résoudrait le problème.

La colère contre Macron et son gouvernement atteignant par ricochet tous les élus de La République en marche, ceux qui ont voulu défendre ce genre

d'arguments auprès des gilets jaunes se sont fait conspuer, parfois même menacer. Ils se sont alors focalisés sur les dégradations commises lors de la manifestation du 1^{er} décembre, comme si quelques boutiques saccagées dans les beaux quartiers ou un monument tagué étaient comparables aux centaines de milliers de vies brisées par le chômage et la pauvreté!

Voyant que, quoi qu'ils disent, cela tombait à côté des préoccupations des manifestants, plusieurs députés LREM ont alors senti qu'il était temps de tourner casaque, et ils ont commencé à critiquer la politique de Macron. Mais cela aussi est arrivé tardivement et ils n'ont aucune garantie, malgré leur volte-face, d'en sortir indemnes, ni que le discrédit de leurs dirigeants ne les entraînera pas eux aussi dans la débâcle.

En tout cas, tous ces parvenus à la tête de l'État ont montré à la bourgeoisie qu'ils ne sont même pas utiles à gérer une crise sociale. Elle en sera peut-être réduite à chercher d'autres serviteurs.

Marianne Lamiral

Violence : celle des casseurs et celle du capital



SERGE D'IGNAZIO

Après la gloire napoléonienne, la marque des gilets jaunes.

Après les manifestations du 1^{er} décembre, les scènes d'émeutes ont tourné en boucle pendant plusieurs jours sur toutes les chaînes de télévision.

Monter en épingle les destructions de biens matériels, le pillage des magasins ou le lynchage de policiers, des actes perpétrés par une minorité de casseurs, à commencer par des militants d'extrême droite identifiés venus s'entraîner au centre de Paris, est une vieille technique pour discréditer ceux qui manifestent. Les indignés professionnels face à cette violence ne s'émeuvent pas de la violence des fins de mois difficiles, des missions d'intérim brutalement interrompues, des salaires ou des pensions si faibles qu'il faut choisir entre manger ou se chauffer. Ces ministres ou ces députés, pour qui saccager l'Arc de triomphe est un « sacrilège », n'étaient

pas autant émus, il y a trois semaines, par la mort de huit locataires, des pauvres, écrasés par l'effondrement d'immeubles laissés en ruine par leurs propriétaires, parmi lesquels des notables marseillais.

La justice a su être rapide pour condamner à des mois de prison ferme les centaines de gilets jaunes arrêtés le 24 novembre puis le 1^{er} décembre, souvent de simples manifestants entraînés dans les affrontements. Les juges et les procureurs sont infiniment plus cléments avec les policiers pris en flagrant délit de bavure, ou avec les patrons responsables d'accidents du travail mortels ou les dirigeants d'entreprise

qui empoisonnent salariés et consommateurs.

Le mépris de classe de ceux qui dirigent l'appareil d'État, l'arrogance de Macron et ses ministres qui font donner la police et refusent de discuter, sont profondément ressentis par les gilets jaunes. « Les casseurs, c'est le gouvernement », ou encore « Macron dénonce la violence mais c'est lui qui l'amène en étant sourd et aveugle », pouvait-on entendre sur les ronds-points occupés et sur les réseaux sociaux, au lendemain du 1^{er} décembre. Si Macron croyait pouvoir démoraliser les gilets jaunes avec la répression et les diviser en utilisant les casseurs, il a raté son coup. Mardi 4 décembre, en annonçant son moratoire, le gouvernement a dû en prendre acte.

Xavier Lachau

Cercle Léon Trotsky

L'industrie pharmaceutique soumise à la rapacité des capitalistes

Vendredi 18 janvier à 20h30

Grande salle de la Mutualité
24, rue Saint-Victor - Paris 5^e

Métro Maubert-Mutualité

Participation aux frais : 3 euros

Gilets jaunes : les travailleurs doivent se faire entendre

Le mouvement des gilets jaunes, en s'affermissant et en durissant, a changé le climat politique. Après la question du pouvoir d'achat, c'est bien celle des salaires qui se fait de plus en plus entendre. Car pour les travailleurs, qui composent la majorité non seulement de la population mais des contestataires actuels, la seule façon d'améliorer leur pouvoir d'achat consiste à obtenir des augmentations de salaire.

Les taxes et les impôts contribuent à affaiblir les revenus de tous, c'est certain. Mais les salaires sont bloqués depuis des années. Les capitalistes profitent de la crise pour refuser des augmentations générales et pour faire travailler de plus en plus dur pour gagner de moins en moins. Les pensions ont été diminuées par les différentes réformes des retraites, et les allocations ne cessent de tendre vers un minimum, qui devient insuffisant pour se nourrir et se loger. Et ceci sans même parler du reste, des loisirs, du superflu que bien des familles ont abandonné il y a longtemps.

Même s'il semble plus facile de faire reculer le gouvernement sur les taxes que les capitalistes sur les salaires, si les travailleurs ne s'attaquent pas à ce problème, ils ne verront pas leurs conditions d'existence s'améliorer. Or ils ont les moyens de mener cette lutte. Ce sont eux qui créent les richesses dans les entreprises. Ce sont eux qui permettent, grâce à leur travail, à quelques familles de milliardaires de s'enrichir de façon éhontée, pendant que la population s'enfonce dans la pauvreté. C'est dans les entreprises que les travailleurs peuvent peser de tout leur poids contre ces riches parasites qui dirigent l'économie et commandent aux gouvernements.

Le mouvement actuel a le mérite de montrer comment, quand une fraction de la population laborieuse se mobilise, elle peut secouer toute la société, se faire craindre des gouvernants

et donner le ton. Il montre que des centaines de milliers de personnes peuvent apprendre à s'organiser et à agir collectivement. Mais, pour gagner sur les salaires, il faudra la volonté de s'en prendre aux intérêts des capitalistes, et donc que les travailleurs profitent de la brèche ouverte par les gilets jaunes pour se mobiliser là où ils jouent un rôle, là où ils peuvent se mobiliser efficacement et contrôler leurs luttes.

Les directions syndicales, censées représenter les intérêts du monde du travail, se sont d'abord détournées de la mobilisation des gilets jaunes, qui ne venait pas d'elles. Puis, la CGT a appelé à des manifestations le 1^{er} décembre. Elle appelle désormais à une journée d'action pour l'augmentation des salaires et des pensions le vendredi 14 décembre. De sa part, comme de la part des autres organisations syndicales, il s'agit d'un calcul. Après s'être tenue à l'écart du mouvement de contestation, elle voudrait montrer qu'elle n'en est pas absente.

De leur côté, les militants et les travailleurs conscients doivent se saisir de ces appels comme d'une occasion d'agir pour créer les conditions d'une riposte générale de la classe ouvrière. Le mouvement des gilets jaunes et la reculade du gouvernement ont créé un espoir et peuvent encourager les travailleurs à s'engager dans la lutte. Toutes les occasions d'avancer dans cette voie doivent être saisies.

Marion Ajar



La manifestation commune gilets jaunes et cortège syndical à Rennes.

Échos du mouvement

Région lyonnaise

À Lyon, le 1^{er} décembre, deux cents gilets jaunes, des travailleurs de toute sorte, ouvriers, artisans, employés d'Ehpad, jeunes de foodtrucks, sont partis de la place Bellecour et ont rejoint trois cents étudiants, mobilisés contre les hausses des frais d'inscription pour les étudiants étrangers.

À Bourg-en-Bresse, lundi 3 décembre, deux lycées de la ville étaient bloqués par les jeunes, rejoints par les gilets jaunes venus leur distribuer des tracts. Une manifestation commune bon enfant s'est déroulée dans les rues de la ville et les discussions étaient faciles. Un gilet jaune remarquait : « Les jeunes sont comme leurs parents : ils ne s'en sortent pas. Les parents sont dans la rue, les jeunes aussi. » Un lycéen lui faisait écho : « Ici on doit passer le permis, il coûte trop cher (...) On est nombreux à travailler chez McDo le week-end, ce n'est pas normal. » Il ajoutait : « On ne nous a pas demandé notre avis pour le service national. On n'en veut pas. »

Dans le Nord

À Lille, le 1^{er} décembre, partis de deux points différents, 1000 gilets jaunes et 500 manifestants du cortège syndical se sont finalement rejoints. Le slogan « Tous ensemble » lancé par la sono de CGT a été repris par une grande partie des gilets jaunes, celui de « Grève générale » beaucoup

moins, mais globalement cette jonction des deux manifestations a été appréciée des participants.

Au rassemblement des gilets jaunes, lors de prises de parole, beaucoup de travailleurs ont raconté leur galère quotidienne – les problèmes de retraite, d'allocations pour handicapés... – tout en la comparant à la vie des ministres et aux retraites des présidents.

Dijon

Le 1^{er} décembre, la CGT n'appelant pas à manifester, la manifestation gilets jaunes de Dijon a regroupé plus de 1000 personnes : avant même d'avoir fait cent mètres sur le chemin de la préfecture, le cortège s'est retrouvé face aux CRS et aux gaz lacrymogènes. Les manifestants ont modifié leur itinéraire et défilé aux cris de « Macron démission ». Dans les discussions, beaucoup dénonçaient les retraites et les salaires trop faibles, le chômage des jeunes. Certains accusaient les CRS d'avoir déclenché la violence : « On n'est pas des casseurs, c'est eux qui la provoquent. »

Rennes

Le rassemblement du 1^{er} décembre des gilets jaunes a choisi d'aller à la rencontre de celui des syndicats. Une manifestation regroupant les gilets jaunes et la majorité des participants au cortège syndical a donc défilé en ville. Cela

a été l'occasion de dénoncer ensemble la société des riches avec des slogans largement repris : « La vie est trop chère, on ne va pas se laisser faire », « Augmentez les salaires et les retraites », « Les jeunes dans la galère, les vieux dans la misère, de cette société-là, on n'en veut pas ». Puis, lors de nombreuses rencontres, des discussions fraternelles ont porté sur la situation et les combats à mener contre le pouvoir en place et le grand patronat.

Dans l'Est

Le 1^{er} décembre, à Montbéliard, 700 personnes dont 120 gilets jaunes, des retraités et des travailleurs, en particulier de PSA, ont défilé en scandant des slogans de la CGT, contre la vie chère, contre Macron, et le « Gilets jaunes, gilets rouges, crions plus fort ! » C'était le plus gros rassemblement de la journée.

À Metz, le rassemblement a été suivi d'une manifestation en ville : 300 personnes, des militants CGT, PC, LO, et 200 gilets jaunes. Dans les rangs de la CGT, plusieurs regrettaient que la confédération ait accusé les gilets jaunes d'être d'extrême droite.

Des affrontements avec lacrymogènes se sont produits au barrage à Saint-Avold, où les gilets jaunes sont nombreux et organisent un blocage avec les salariés de Neuhauser menacés de licenciement.



Gilets jaunes : dissoudre l'Assemblée... pour dissoudre le mouvement

Après les manifestations du 1^{er} décembre, des responsables politiques, de Le Pen à Mélenchon, ont réclamé la dissolution de l'Assemblée nationale.

Mais, loin de répondre aux aspirations de ceux qui clament « *Macron démission* », cette mesure ne serait qu'un moyen d'envoyer le mouvement vers une impasse.

Sur tous les ronds-points et dans tous les rassemblements, le slogan « *Macron démission* » est le plus répandu, exprimant la haine du président des riches, de son arrogance et de sa politique. C'est une façon de dire aussi que loin de se contenter de

la suppression de quelques taxes, il faut un changement radical de politique.

Mais la démission de Macron suffirait-elle à obtenir cela? Certainement pas. Macron est au service de la classe riche, comme tous les politiciens au pouvoir avant lui et comme ceux qui aspirent à occuper sa place.

Les dirigeants politiques qui réclament la dissolution de l'Assemblée ne cherchent pas une solution

aux problèmes de pouvoir d'achat des travailleurs. Ils veulent utiliser le mouvement des gilets jaunes pour leur propre intérêt politique, en espérant que de nouvelles élections leur apportent des voix et des postes. Et, en même temps, ils participent à la tentative d'engager le mouvement dans une voie de garage, où il pourrait s'épuiser sans risquer de déclencher l'explosion sociale que craignent les capitalistes et leurs serviteurs politiques, au pouvoir ou dans l'opposition.

M. A.

Dis-moi qui Marine Le Pen protège...

Marine Le Pen a déclaré soutenir depuis le début le mouvement des gilets jaunes contre les taxes. Le journaliste Jean-Jacques Bourdin, qui l'interrogeait, lui a alors demandé si elle soutenait toutes les revendications des gilets jaunes, y compris l'augmentation du smic.

Mais, visiblement, Le Pen ne conçoit d'augmentation du pouvoir d'achat que si elle ne coûte rien aux employeurs. Elle répète donc la proposition déjà faite lors de sa campagne électorale: verser aux salariés tout ou partie de la part jusque-là dévolue aux cotisations sociales, soit 25% du salaire brut.

La démagogie lepéniste s'arrête donc là où

commencent les intérêts patronaux. Pour les salariés, cette mesure reviendrait à se payer une augmentation avec l'argent mis de côté pour la retraite ou en cas de maladie. Car ces cotisations servent à abonder les caisses de retraite, de maladie, de chômage, etc., qui seraient immédiatement ruinées par le transfert proposé par Le Pen. Pas à court d'idées fumeuses, cette dernière

propose alors de compenser le trou dans les caisses sociales par un impôt de 23% sur les produits importés. Mais qui donc en subirait les conséquences en termes de pouvoir d'achat? Les travailleurs, bien évidemment, qui verraient les prix à la consommation augmenter d'autant.

Il ne ressort des élucubrations lepénistes que la volonté de ne pas toucher à un centime des profits patronaux, fruits de l'exploitation des salariés, ce qui est précisément le fond de sa politique.

P. G.

Mai 68 : la grève générale

Depuis les commentateurs de tout bord jusqu'aux participants aux barrages et manifestations des gilets jaunes, la référence à Mai 68 est constante.

Les journalistes, sociologues autorisés et spécialistes calibrés dissertent sur les similitudes, qu'ils voient dans les affrontements avec la police, et les différences, qu'ils trouvent dans le manque d'encadrement, de leaders reconnus et le refus apparent de toute référence politique.

Pour les manifestants qui souhaitent un nouveau Mai 68, la référence est plus simple et autrement plus juste: en Mai 68, les travailleurs et tous ceux qui étaient descendus dans la rue avaient su, au moins pour un temps, faire reculer le gouvernement, ébranler l'ordre établi. Qu'est-ce qui a fait la force de ce mouvement?

Chacun connaît la réponse. En Mai 68 il y avait dix millions de travailleurs

en grève! La production et le pays entier étaient arrêtés par la volonté unanime de l'ensemble des salariés, les capitalistes étaient frappés au portefeuille.

Le mouvement actuel peut-il avoir sur la classe ouvrière le même effet détonateur qu'avait eu le mouvement étudiant d'avril et Mai 68?

En tout cas, tel qu'il est, le mouvement des gilets jaunes a déjà démontré qu'une mobilisation partie de la base peut obliger le gouvernement à reculer. C'est un exemple et un encouragement dont tous les travailleurs conscients ont intérêt à s'emparer.

Paul Galois



La manifestation du 13 mai 1968.



LA MARNE

Recherche interlocuteurs désespérément

Devant la poursuite et les développements du mouvement des gilets jaunes, le gouvernement cherche avec qui discuter.

Il espère réussir à mettre autour d'une table des représentants des protestataires, pour de longues réunions sans fin, dans l'espoir de gagner du temps et de voir le mouvement s'enliser, se diviser ou pourrir.

Bien des représentants de syndicats, de partis politiques et même de collectifs de gilets jaunes sont disposés à jouer les intermédiaires. Mais la forte méfiance au sein du mouvement à l'égard des syndicats et des partis, la volonté de ne pas se faire confisquer leur mouvement, a rendu inutiles les discussions que le gouvernement a menées avec ce que la presse appelle les « corps intermédiaires ». La même méfiance a conduit certains représentants des gilets jaunes à refuser de se prêter au jeu, comme un des porte-parole d'Île-de-France qui a déclaré: « *Nous n'irons*

pas, puisque les ministres ont défini qu'ils ne changeraient pas leur cap. » Un autre s'est rendu à la rencontre avec le Premier ministre vendredi 30 novembre, mais l'a quittée devant le refus que l'entretien soit filmé et retransmis en direct à la télévision. D'autres, dont la représentativité était contestée, ont finalement renoncé à se déplacer. Aucun n'a réellement d'autorité dans le mouvement et la rencontre du 4 décembre a même dû être annulée, faute de gilets jaunes.

Et c'est finalement sans séance de prétendu dialogue et autre concertation que le gouvernement a annoncé son moratoire. Les manifestations massives, la détermination et la colère des manifestants ont été plus efficaces pour se faire entendre.

Inès Rabah

Les craintes du Medef

« *Je ne suis pas sûr qu'il y ait un problème de pouvoir d'achat partout en France* », a déclaré le président du Medef, Roux de Bézieux, à propos du mouvement des gilets jaunes. Il y voit uniquement « *un problème à se déplacer dans certaines régions* ».

Alors que partout des travailleurs disent qu'ils en ont assez des privations, des découverts bancaires, de la misère grandissante, sa grande inquiétude est bien sûr que ce mouvement débouche sur une

revendication générale d'augmentation de salaires, payée par le patronat.

Le dirigeant du Medef se rallie donc à un moratoire sur l'augmentation de ces taxes sur le carburant. Quand tout le monde sait que cette augmentation n'est que la goutte d'eau qui a fait déborder le vase, il aimerait évidemment ne supprimer que la goutte d'eau, pour garder le vase: les milliards de profits réalisés sur le dos des salariés et sur l'argent public.

Christian Bernac

Mouvement dans les lycées : des gilets jaunes aux gilets jeunes

Depuis le 30 novembre, l'agitation sociale qui secoue le pays a commencé à s'étendre aux établissements scolaires. Lundi 3 décembre, entre 100 et 200 établissements étaient perturbés par des blocages plus ou moins serrés, par des rassemblements de lycéens dans la rue.

Le lendemain, des dizaines de nouveaux lycées entraient dans le mouvement, donnant naissance à de multiples manifestations dans des villes de toute taille : 700 lycéens à Thionville, plus de 1 000 sur la promenade des Anglais à Nice, de nombreuses manifestations à Marseille où bien des lycées étaient touchés.

Les regroupements de lycéens en colère ont parfois été accompagnés de feux de palettes ou de poubelles, de quelques retournements de voitures, voire d'affrontements avec la police. En dehors des quelques fois où des bandes en ont profité pour régler leurs comptes, c'est souvent l'intervention brutale de la police, dégageant sans ménagement et avec des gaz lacrymogènes les blocages bon enfant des lycéens, qui a provoqué l'indignation, même celle des passants, et a fait monter la colère d'un cran.

Les sujets d'inquiétude des lycéens entraînés par le mouvement des gilets jaunes sont multiples. Ils soulignent les entraves à la poursuite des études à cause du manque de places dans le supérieur, ce que cristallise le système d'orientation Parcoursup. Ils refusent la réforme, qui va réduire les possibilités de choix d'orientation tout en augmentant encore les effectifs des classes. Les lycéens en filière professionnelle refusent qu'on rabaisse encore le niveau des formations.

Mais le mécontentement exprimé par la jeunesse scolarisée est souvent bien plus général. Les lycéens dénoncent des économies sur l'éducation, alors que l'argent est distribué sans mesure aux grandes entreprises. Ils soulignent l'injustice d'une société où les plus modestes sont cantonnés à des formations au rabais, alors que les plus riches, qui ont déjà tout, auront accès aux meilleures formations. Ils veulent pouvoir

construire leur avenir et refusent de voir toutes les portes se fermer devant les plus modestes.

Aux revendications contre les réformes de Blanquer se sont ajoutés dans les manifestations des slogans politiques, surtout les « *Macron démission* » et parfois les « *C'est la, c'est la, c'est la révolution* ». La jeunesse, en particuliers des milieux populaires, a toutes les raisons de descendre dans la rue, de refuser d'être traitée comme des moins que rien par un gouvernement au service des gens des beaux quartiers, qui ont la belle vie. Dans le contexte de mécontentement croissant, et rebondissant sur la mobilisation des gilets jaunes, la jeunesse peut prendre sa place dans une contestation bien plus générale de la société, de ses inégalités, de l'absurdité de son fonctionnement économique, où les fruits du travail de tous ne profitent qu'à quelques-uns.

Avec son énergie et sa fougue, la jeunesse peut transmettre son enthousiasme autour d'elle et aider bien des travailleurs à retrouver confiance en leur force, eux qui subissent les coups depuis des années et portent le poids des déceptions et des trahisons des partis et des gouvernements successifs.

Jeudi 6 et vendredi 7 décembre, les lycéens étaient appelés à se mobiliser massivement. Ils peuvent contribuer à l'essor d'un mouvement venu des classes populaires, face auquel le gouvernement se trouve sans prise et qui inquiète de plus en plus ouvertement le patronat. La jeunesse doit renouer aux côtés des travailleurs avec le combat pour les idées de la transformation sociale.

Gilles Boti



Rassemblement de lycéens devant le lycée Saint-Servin à Toulouse.

Agglomération toulousaine : la réforme du lycée, un chantier de démolition

Dans plusieurs lycées généraux de la région toulousaine, les professeurs ont commencé à s'organiser pour dénoncer la réforme du lycée : différents collectifs par matière et par secteur se sont mis en place il y a quelques semaines.

Des initiatives locales ont été prises pour dénoncer les effets néfastes de cette réforme : votes de motions de rejet à lire en conseil d'administration, diffusées à la presse, tracts à destination des parents... Jusqu'au vendredi 30 novembre où, via les réseaux sociaux, les lycéens eux-mêmes sont partis en mouvement et ont bloqué plusieurs lycées dans l'agglomération, mais aussi dans les villes périphériques de la région : Tarbes, Albi, Rodez, Auch.

Les professeurs et les lycéens ne sont pas dupes des intentions affichées du ministre Blanquer. Tout le

monde sent bien que cette réforme, imposée de manière brutale et dans une précipitation invraisemblable, n'a d'autre but que de faire des économies sur les heures enseignées et sur les postes, dont le nombre va diminuer de 2 600 dans le second degré. La réforme fait exploser le système des séries qui avait cours depuis des décennies (L, ES, S, STI, STMG, etc.), sans lisibilité pour les lycéens et leurs familles qui doivent faire dans quelques semaines des choix d'orientation lourds de conséquences.

Dans les lycées professionnels, la réforme est encore bien pire, puisqu'elle

consiste à raboter systématiquement tous les enseignements généraux qui donnent de la culture et de l'ouverture d'esprit aux jeunes, pour ne garder que le minimum des enseignements professionnels.

Certains slogans du mouvement des gilets jaunes sont repris par les lycéens, comme « *Macron démission* », mais ce qui transparaît dans bien des discussions est la colère de voir les études sacrifiées et l'avenir bouché, alors que le gouvernement favorise les plus riches.

Les lycéens ont appelé à rejoindre la manifestation des gilets jaunes du samedi 1^{er} décembre et ont promis de remettre ça la semaine suivante. De nombreux professeurs se posent le problème de la suite à donner.

Correspondant LO

Collège Sisley – L'Île-Saint-Denis : drôles d'éducateurs

Jeudi 15 novembre, une association nommée Raid aventure organisation est intervenue au sein du collège Sisley, à L'Île-Saint-Denis, en Seine-Saint-Denis. Il s'agit de policiers, gendarmes et CRS qui prétendent « *rapprocher les jeunes et la police* ».

Selon eux, « *le système éducatif actuel ne sait pas susciter l'intérêt pour la chose publique* ». Pour y remédier, cette association a équipé les élèves de casques, plastrons, matraques et boucliers de CRS, et leur a expliqué comment

« bien » donner des coups. La matraque y a été présentée comme un moyen de se défendre, idée peu répandue, en particulier depuis l'affaire Théo de l'an dernier à Aulnay-sous-Bois. Un autre atelier avait pour but d'apprendre à passer des menottes, geste qui selon ces policiers est souvent mal interprété. De plus, un ring a été installé, les élèves se succédant pour des combats de 30 secondes, avec gants et protection au visage, mais sans échauffement ni consignes de retenir ses coups, devant des

dizaines de collégiens qui hurlaient.

Ce violent apprentissage des valeurs de la république est à l'image de la politique du gouvernement, qui supprime des postes d'enseignants et parle de placer des policiers dans les établissements scolaires. À Stains, un gendarme vient d'être nommé proviseur adjoint au lycée Utrillo. Tout cela n'est pas du goût de nombreux enseignants, qui dénoncent fermement ces choix sécuritaires.

Correspondant LO

Marseille: une manifestation imposante

À Marseille, samedi 1^{er} décembre, 15 000 personnes ont manifesté. Qu'il s'agisse de manifestants de la CGT, de manifestants contre le logement indigne ou de gilets jaunes, ils arrivaient de plusieurs lieux de rassemblement pour descendre la Canebière.

En bas de celle-ci, il y eut des prises de parole et l'appel à continuer vers l'hôtel de ville silencieusement. Puis la manifestation s'est dispersée.

Mais la journée s'est continuée jusque dans la soirée, entre pétards d'un côté et lacrymogènes des policiers, et charges de part et d'autre. Toute la Canebière et les rues avoisinantes étaient envahies de fumées et de gaz. Une femme de plus de 80 ans, qui voulait fermer ses volets pour empêcher l'entrée de gaz dans son appartement, a été touchée au visage par des éléments de grenade lacrymogène. Transportée

à l'hôpital et opérée, elle est décédée, victime des tirs désordonnés des policiers.

L'importance de cette manifestation exprimait l'indignation et la colère de la plupart des Marseillais. Sommés de payer toujours plus cher les taxes foncières et autres, bien souvent en emploi précaire ou au chômage, ils sont soumis jusqu'au drame à l'insuffisance des services publics et à l'incurie de la municipalité.

La situation de ceux qui, depuis le drame de la rue d'Aubagne, ont été évacués de leur logement reste précaire. Ils sont plus de 1500 dans ce cas, car près de



Gilets jaunes et manifestants contre le logement insalubre réunis.

200 immeubles ont été évacués. Mais ils sont déplacés d'hôtel en hôtel, en attendant les expertises puis les travaux éventuels de consolidation ou de réhabilitation de leur immeuble. Moins de deux cents auraient été relogés.

Pourtant, les immeubles de logements neufs ou rénovés récemment couvriraient très largement les besoins, à condition qu'ils ne soient pas uniquement réservés à des locataires ou des propriétaires plus aisés.

Les obtenir, imposer une réquisition et la garantie de l'État et de la mairie pour des loyers abordables, nécessitera une mobilisation au-delà des seuls concernés. Cette manifestation peut en être une étape.

Correspondant LO

Éducation: militants devant le tribunal

Une centaine de professeurs se sont retrouvés lundi 3 décembre devant le tribunal de grande instance de Bobigny, pour dire leur indignation face à la convocation de deux collègues inquiétés par la justice.

Le lundi 19 mars dernier, plusieurs enseignants s'étaient mobilisés pour dénoncer le manque de moyens en Seine-Saint-Denis, occupant de manière symbolique la cour de la Maison d'éducation de la Légion d'honneur de Saint-Denis, lycée auquel ne peuvent avoir accès que les jeunes filles dont un des ascendants directs a reçu l'honorifique ruban rouge. Soutenue par la CNT 93 et Sud éducation 93, l'action pacifiste, qui n'a duré que quarante-cinq minutes, voulait mettre en lumière l'absence de considération du ministère de l'Éducation

nationale pour les élèves du département, qui ne disposent pas des mêmes conditions de réussite que leurs camarades de la capitale.

Deux enseignants ayant participé à cette occupation ont eu la surprise de recevoir une convocation devant le TGI de Bobigny, sous le chef d'inculpation d'intrusion en réunion dans un établissement scolaire. Outre le zèle et le caractère disproportionné de cette accusation au regard de la saturation du système judiciaire français, l'État a choisi de s'en prendre à des enseignants qui ont répondu

aux questions des médias, lesquels ont largement couvert l'action. Ils n'étaient alors pas syndiqués.

Le 3 décembre, une centaine de personnes de toute l'Île-de-France sont naturellement venues apporter leur soutien aux professeurs inquiétés et dire leur indignation face à cette répression systématique du personnel qui se mobilise. Le procureur a requis 600 euros d'amende avec sursis, tandis que l'avocat des plaignants a demandé la relaxe ou l'absence de sanction. La décision du tribunal sera connue le 7 janvier.

L'État voudrait dissuader d'agir ceux qui se mobilisent contre ses mesures. Mais les sanctions judiciaires ne feront pas accepter une politique inacceptable.

Correspondant LO

Étudiants étrangers: explosion des droits d'inscription

Au cri de «*Mêmes études, mêmes droits*», plusieurs centaines de personnes ont manifesté dans une dizaine de villes en France, samedi 1^{er} décembre.

Le 19 novembre dernier, le Premier ministre Édouard Philippe avait annoncé une augmentation vertigineuse des frais d'inscription pour les étudiants étrangers hors Union européenne dans les universités et les grandes écoles. Dès la rentrée prochaine, les 100 000 étudiants non européens paieront des frais d'inscription annuels de 2770 euros pour la licence, au lieu de 170 aujourd'hui, et de 3770 euros pour le master et le doctorat (respectivement 243 et 380 euros aujourd'hui). Cette mesure s'appliquera aux étudiants déjà en France s'ils entament un nouveau cycle.

Le gouvernement a osé présenter cette mesure dans le cadre d'un plan, baptisé «*Bienvenue en France*», destiné à faire venir 500 000 étudiants étrangers. C'est évidemment aux enfants de riches qu'il souhaite la bienvenue, en multipliant par seize les frais d'inscription. En revanche, cela obligera les moins fortunés à renoncer à des études en France, ou à les interrompre.

Les jeunes originaires d'Afrique du Nord et de l'Ouest, Maroc, Algérie, Tunisie, Sénégal, Côte d'Ivoire, qui représentent actuellement la majorité des étudiants étrangers, seront

invités, s'ils ne sont pas fortunés, à rester étudier dans leur pays. Beaucoup d'entre eux ne pourront sans doute pas poursuivre leurs études dès l'an prochain.

En effet le gouvernement a déclaré vouloir faire venir des étudiants de pays non francophones. «*Étudiants indiens, russes, chinois seront plus nombreux et devront l'être*», a ainsi déclaré Macron en mars dernier, façon d'indiquer que les étudiants du continent africain le seront moins.

Le gouvernement assume son choix au nom du «*rayonnement de la France*» en ciblant, dans sa campagne «*Choose France*», uniquement les pays non francophones. De leur côté, les populations des anciennes colonies françaises n'ont pas choisi, mais elles ont dû subir, pendant des décennies, massacres et pillages dans leur chair pour avoir l'insigne privilégié d'appartenir à la francophonie. Mais aujourd'hui, le gouvernement compte bien davantage sur le soutien militaire aux dictatures en place, pour y assurer le rayonnement des affaires des Bolloré, Dassault ou Vinci, que sur la présence de leurs étudiants dans les campus de l'Hexagone.

Christian Bernac



Devant le tribunal de Bobigny.

Espagne : l'extrême droite au parlement andalou

Dimanche 2 décembre, en Espagne, les élections régionales pour le Parlement andalou ont vu le Parti socialiste perdre des centaines de milliers de voix et passer de 47 députés à 33, tandis que l'alliance Podemos /Izquierda unida perdait aussi des voix et des députés. Le Parti socialiste PSOE paie ainsi la politique qu'il mène, aussi bien en Andalousie que dans toute l'Espagne.

Podemos, qui se présente aujourd'hui comme un soutien du PSOE, s'est intégré dans le système parlementaire et dans la gestion des régions et des villes, entre autres Madrid et Barcelone. Dans de nombreux quartiers populaires et régions traditionnellement socialistes, l'abstention a battu des records

Par ailleurs, la radicalisa-

tion d'une partie de l'électorat de droite a conduit à l'élection de douze députés de Vox, un parti qui a fait campagne en attaquant les migrants, les droits des femmes, les indépendantistes catalans, au nom de l'Espagne éternelle et traditionaliste.

Nous citons ici le commentaire fait dans leurs bulletins d'entreprise par nos camarades de *Voz obrera*

(Espagne-UCI)

« Les élections autonomes en Andalousie ont été un « bain de réalité » qui doit servir pour secouer les consciences des travailleurs.

Aujourd'hui, la dirigeante socialiste Susana Diaz ou Pablo Iglesias, le leader de Podemos, sont effrayés de l'entrée de l'extrême droite de Vox au Parlement andalou et ils appellent chacun à sa façon à un « front démocratique » contre elle.

L'extrême droite apparaît quand la dénommée « gauche » ne résout aucun problème, que ce soit le chômage, la précarité, les licenciements, les expulsions... et quand les travailleurs perdent leurs pères. Alors on voit apparaître

l'abstention, mais aussi la déception.

Quand, comme ce fut le cas récemment à Madrid, quelqu'un se suicide à cause d'une expulsion, on prépare le terrain pour l'extrême droite. Podemos et Izquierda unida n'ont fait que s'intégrer dans les institutions, le parlementarisme. Ils ont démobilisé à chaque fois les luttes, les actions, les manifestations... Dans ces élections en Andalousie, 2 600 000 personnes ne sont pas allées voter, soit près de 45%.

L'entrée de Vox au Parlement andalou avec 395 000 voix doit faire réfléchir. Elle vient d'abord de la radicalisation de secteurs de droite jusque-là au Parti

populaire (de droite). D'autre part, elle fait partie du recul général que montrent Trump aux États-Unis, Bolsonaro au Brésil ou Le Pen en France. Ces votes correspondent approximativement à ce que le PP a perdu dans les quartiers les plus à droite des villes, comme par exemple à Séville les Remedios, la Palmera ou Nervion, où le parti de droite Ciudadanos gagne aussi des voix...

Dans ce système capitaliste en crise, il n'y aura pas d'autre issue que la lutte et l'organisation d'un parti qui (...) représente vraiment les intérêts du monde du travail et dise clairement que, pour transformer la société, les travailleurs devront prendre le pouvoir.»

Voz obrera

Colombie : le nouveau président face à la révolte étudiante

Mercredi 28 novembre, des foules d'étudiants ont envahi les rues de la capitale Bogota et des principales villes de Colombie. C'était la huitième journée de mobilisation étudiante en deux mois et les centrales syndicales, de même que certaines communautés indigènes, ont appelé à se joindre au mouvement.

Depuis le 11 octobre, la plupart des universités publiques sont touchées par la grève et les manifestations, auxquelles se sont joints les enseignants, sont de plus en plus massives.

Alors que le nombre d'étudiants a doublé en dix ans, le manque d'investissement est flagrant. Les locaux se dégradent, des bâtiments doivent parfois être abandonnés, les cours suspendus, tout cela aux dépens d'étudiants dont la plupart doivent s'endetter pour financer leurs études.

Face à la contestation qui grandit et exige une augmentation du budget de l'enseignement supérieur, le gouvernement déclare qu'il n'y a pas d'argent. « Si, il y a de l'argent ! », répondent les manifestants. Et ils pointent le fait que, deux ans après les accords de paix avec les FARC, le budget militaire de la Colombie reste celui d'un pays en guerre, un des plus élevés de la région.

L'ampleur prise par le mouvement a fait dégringoler la cote de popularité du président Duque, depuis son élection en juin dernier. Des porte-parole étudiants ont déjà reçu des menaces, à

prendre très au sérieux dans un pays où des milliers de syndicalistes ou des militants des droits des communautés indigènes ont été assassinés ces dernières années. Certaines banderoles étudiantes l'évoquent : « Maman, si je ne rentre pas ce soir, ce sera la faute de l'État. »

Au-delà des milieux étudiants, la colère populaire est alimentée par la réforme des impôts, portée par Duque et



son ministre des Finances devant le Congrès. Elle prévoit entre autres de taxer davantage de produits de première nécessité de la « canasta familiar », l'équivalent du panier de la ménagère, comme le lait, la viande, les fruits, les légumes ou le savon.

Avec la contestation, les représentants du parti présidentiel prétendent que cette

mesure n'est plus à l'ordre du jour. Mais l'objectif du gouvernement reste de dégager des recettes en prenant dans les poches des classes populaires, dans le but revendiqué de baisser de 33 à 30% la taxation des bénéficiaires des entreprises. Comme d'autres gouvernants, Duque dit qu'aider les entreprises c'est favoriser les investissements et

donc l'emploi, mais apparemment ce discours ne convainc plus.

Même si, pour calmer les étudiants, le gouvernement a fait des concessions minimales sur le budget des universités, la contestation continue. Les étudiants appellent à deux nouvelles journées de mobilisation en décembre.

Antoine Ferrer

Chine : répression antiouvrière

En mai dernier un conflit a éclaté parmi les travailleurs de Jasic technology, une usine de fabrication de robots industriels à Shenzhen. Les ouvriers ont alors tenté de mettre en place un syndicat indépendant du pouvoir.

Depuis, la répression les frappe, ainsi que les militants ouvriers et étudiants venus les soutenir. Le 27 juillet, une trentaine de travailleurs ont été licenciés, pris à partie par des hommes de main et arrêtés par la police.

En août, plusieurs dizaines d'étudiants, dont certains se réclamant du marxisme, se sont rendus à Shenzhen pour affirmer leur soutien. Plusieurs d'entre eux ont été littéralement kidnappés. En novembre, treize nouvelles arrestations ont eu lieu dans tout le pays.

Aujourd'hui, plusieurs militants ouvriers de Jasic sont en détention depuis 130 jours. Et, selon le China Labour Bulletin, une association basée à Hong-Kong soutenant la lutte des ouvriers en Chine, deux responsables syndicaux de Shenzhen et un avocat qui représentait les travailleurs de Jasic viennent d'être arrêtés par le régime. Cela porte à 30 le nombre total de personnes actuellement détenues pour avoir soutenu le droit des travailleurs à avoir leur propre syndicat.

Cela donne une idée de la combativité qui existe dans « l'atelier du monde » capitaliste et de la peur que la

classe ouvrière y inspire aux bourgeois et aux dirigeants à leur service.

Christian Bernac



Des étudiants manifestent leur solidarité avec les travailleurs de Jasic technology.

Italie : un gouvernement aux ordres du capital

Giuseppe Conte, le discret président du Conseil italien, a annoncé mardi 4 décembre qu'il allait proposer un nouveau budget, plus conforme aux attentes de la Commission européenne. Celle-ci avait rejeté le 23 octobre un projet qui creusait le déficit italien au-delà des critères européens.

Salvini et Di Maio, les ministres de l'Intérieur et du Travail et véritables dirigeants de ce gouvernement de coalition entre La Ligue, parti d'extrême droite, et le Mouvement 5 étoiles, s'étaient alors répandus en déclarations nationalistes sur l'indépendance du gouvernement italien, qui refuserait de se plier aux injonctions de l'Europe et sauverait ses réformes sociales.

Le projet de budget contenait des mesures mises en avant par les deux partis pendant la campagne pour s'adresser à l'électorat populaire et lui promettre des mesures sociales. L'une concernait les retraites et l'autre l'institution d'un revenu universel citoyen, cheval de bataille du M5S, qui lui avait permis des scores élevés dans le sud du pays, dont certaines régions

comptent plus d'un quart de familles vivant sous le seuil de pauvreté.

Fin septembre, Di Maio présentait triomphalement l'inscription du revenu citoyen dans le projet de budget, qui annonçait à l'entendre « l'effacement de la pauvreté en Italie ». À 780 euros mensuels maximum, ne pouvant être dépensés que dans certaines conditions, et assortis de contraintes comme des heures de travail gratuit à effectuer dans les collectivités locales, on était pourtant loin de la suppression de la misère !

Voilà maintenant que le gouvernement en annonce le report de plusieurs mois,

pour cause de déficit budgétaire. Quant à la loi sur les retraites, qui devait permettre à certains de partir plus tôt, elle a été revue à la baisse pour les mêmes raisons.

La Ligue et le M5S accusent les technocrates de Bruxelles et l'Europe de ne pas leur laisser d'autre choix que d'obéir à leurs injonctions, pour ne pas se retrouver victimes d'une procédure d'infraction. Mais c'est à la loi du capital qu'ils obéissent. La Confindustria, le Medef italien, réclamait la démission du gouvernement s'il ne revenait pas en arrière sur ce budget. Elle était relayée par les dirigeants des banques d'affaires, qui

constataient la hausse des taux d'intérêt sur les prêts accordés aux entreprises et à l'État et voyaient la spéculation sur la dette italienne menacer de dégénérer dans un scénario à la grecque.

Les mesures « sociales » du gouvernement Ligue-M5S ne s'en prenaient pas directement à la bourgeoisie. Mais dans ce contexte de crise, où celle-ci exige de l'État qu'il fasse des économies aux dépens des classes populaires et leur fasse accepter tous les sacrifices, elles étaient déjà de trop. Le message a été reçu cinq sur cinq par Salvini et Di Maio.

Nadia Cantale

États-Unis : General Motors massacre l'emploi

Une des plus grandes entreprises américaines, General Motors (GM), a annoncé le 26 novembre son intention de fermer sept usines l'an prochain et de supprimer près de 14 700 emplois, dont la moitié en production. Son but est d'économiser six milliards de dollars d'ici 2020.

Ces fermetures d'usines sont un moyen pour General Motors de se désengager du marché des voitures de tourisme, surtout des petites, car les marges sont bien plus importantes sur les véhicules plus chers : SUV, camionnettes pick-up... Et ce sont les employés de GM qui sont sacrifiés pour cette réorientation commerciale.

Mary Barra, la PDG, justifie la destruction de 15 % des emplois de ce trust mondial par la nécessité d'être plus « agile, résistant et profitable », ainsi que de mobiliser des capitaux pour investir dans les technologies pour véhicules électriques.

Ce ne sont que des prétextes car, depuis trois ans et demi, GM a mobilisé 10,6 milliards de dollars, plus quatre autres à venir, pour racheter ses propres actions et les

détruire, ce qui en augmente le cours en Bourse et le dividende versé pour chaque action restante. Sur cette période, c'est 20 milliards que ce trust a dépensés pour enrichir ses gros actionnaires.

C'est une politique générale, puisque cette année les 500 plus grandes entreprises américaines consacrent presque 1 000 milliards de dollars au rachat de leurs actions et pratiquement autant en dividendes.

La grande bourgeoisie américaine se porte bien. Mais elle en veut toujours plus. L'annonce de la fermeture des usines a provoqué une ruée des investisseurs, c'est-à-dire des capitalistes, sur les actions de GM, qui ont grimpé immédiatement de près de 7%.

En campagne électorale permanente en vue de sa



L'usine Orion Michigan.

réélection, Trump s'est dit mécontent. Il rejoint la longue liste de dirigeants politiques qui ont donné d'immenses cadeaux aux grandes entreprises au prétexte de créer de l'emploi, et qui se lamentent de leur ingratitude quand elles licencient pour enrichir leurs actionnaires.

Non seulement GM a été renfloué à coups de milliards pour passer le cap de la crise de 2008 mais, plus récemment, la réforme des impôts fédéraux mise en œuvre cette année par Trump lui a déjà permis d'économiser 157 millions de dollars, rien que sur les neuf premiers

mois de l'année.

Derrière les prétentions de Trump de relancer l'industrie, la réalité, c'est la relance des profits. Ce n'est pas ce genre de démagogue qui empêchera les travailleurs de subir les conséquences de l'avidité de GM.

Lucien Détroit

Égypte : armes de répression made in France

Le salon égyptien de l'armement s'est tenu début décembre au Caire. La ministre française des Armées, Florence Parly, en aurait coupé le ruban rouge en compagnie du maréchal-président Sissi, devant les caméras de la télévision locale.

Quelle attention, de la part d'un gouvernement très bon client de l'industrie d'armement française, certes, mais qui a quelques autres fournisseurs à honorer ! Sur les 400 marchands d'armes représentés, 34 étaient français et c'est aussi auprès des

dirigeants de NavalGroup, Dassault, Thales, Arquus, etc. que la VRP française était présente, en employée zélée.

C'est justement sur les produits d'Arquus, ex-Renault Trucks Defense, qu'une enquête de l'ONG Amnesty international s'était penchée. Elle révélait que les véhicules fabriqués en France par Renault Trucks Defense avaient été utilisés pour réprimer les manifestations entre 2012 et 2016, et notamment après la prise de pouvoir par un conseil militaire dirigé par al-Sissi, suite au coup d'État

de juillet 2013. Des milliers de manifestants pro-Morsi, l'ancien président membre des Frères musulmans, élu un an auparavant, avaient alors été sauvagement réprimés, arrêtés et des centaines avaient été tués.

Dans leurs relations avec le dictateur Sissi, Macron et ses ministres ne sont guère plus gênés qu'avec le prince héritier d'Arabie saoudite, autre bon client des marchands d'armement français.

Viviane Lafont



Véhicule blindé au Caire, en juillet 2013.

Novembre 1918 : l'armée française contre la révolution russe

Le 25 novembre 1918, des navires de guerre français arrivaient devant Sébastopol, en Crimée soviétique, pour y débarquer des soldats de l'armée d'Orient et des contingents grecs alliés. Peu avant la signature de l'armistice du 11 novembre, le chef du gouvernement français, Clémenceau, avait ordonné de lancer une offensive en Russie méridionale - l'Ukraine - contre le pouvoir des soviets né un an plus tôt de la Révolution d'Octobre.

Clémenceau décrivait ainsi sa mission au chef de l'opération, le général Franchet d'Espérey : « *Raisons : nous sommes appelés par les gouvernements (contre-révolutionnaires) et les populations. Nous avons à contrôler (...) l'évacuation des troupes allemandes (occupant l'Ukraine). Buts : maintenir l'ordre intérieur (et) la protection des intérêts alliés (...). Moyens : occupation des ports d'Odessa, Sébastopol... Assurer l'ordre dans le bassin (industriel et minier) du Donetz...* »

Le conflit inter-impérialiste se terminait par la défaite de l'Allemagne. Mais la guerre continuait, menée par les États vainqueurs contre la classe ouvrière russe et pour la défense des actionnaires français. Associés ou non à leurs homologues anglais et belges, ils contrôlaient 80% des mines et de la sidérurgie du Don, tous les réseaux de trams du pays, les chantiers navals ukrainiens de Nikolaïev, et

surtout la dette d'État de la Russie tsariste...

Ayant pris la relève de l'armée allemande en Ukraine, la France et ses comparses voulaient étrangler la Russie, avant-garde d'une vague révolutionnaire qui levait partout en Europe. L'Angleterre débarqua des troupes en Russie du nord ; les États-Unis et le Japon, dans l'Extrême-Orient russe. Les États les plus puissants de la planète soutenaient ainsi les armées des généraux tsaristes, celles des possédants que les ouvriers et les paysans de Russie avaient renversés.

En Ukraine, les troupes françaises se heurtèrent à l'hostilité de la population - qu'elles massacraient au canon de marine à Kherson. Mais elles constatèrent aussi l'impossibilité de compter sur les Blancs, dont les chefs étaient aussi féroces qu'incompétents. Surtout, comme Franchet d'Espérey dut le reconnaître, « *nos soldats, travaillés par une*

propagande bolchevique intense, ne songent pas à se battre. »

Ce travail était aidé par d'ex-membres de la mission militaire française ralliés à la révolution d'Octobre 1917, qui avaient créé le Groupe communiste français à Moscou. Une institutrice qui en faisait partie, Jeanne Labourbe, fut arrêtée et fusillée à Odessa le 2 mars 1919, pour avoir publié des tracts et affiches s'adressant aux soldats et matelots français.

Voici comment le journal *Le Communiste*, édité par les bolcheviks, s'adressait à ces soldats : « *Pendant cinq ans, les ouvriers et les paysans de tous les pays ont versé leur sang sur les champs de bataille, pendant cinq ans les peuples ont supporté des souffrances inouïes, les privations, la famine, pendant cinq ans la vie habituelle de toute l'humanité a été arrêtée - tout cela pour que les diplomates de tous les pays puissent se réunir à Paris pour disposer du sort des*

peuples, comme ils en disposaient avant la guerre. (...) Où sont les belles paroles de Wilson sur "la paix sans annexions et sans contributions" et sur le "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes" ? On a envoyé le peuple français se battre pour la défense nationale, mais à présent que l'impérialisme allemand est renversé, on l'envoie écraser la révolution russe et menacer la révolution allemande (qui avait éclaté fin 1918). (...) Nous ne savons pas quelle forme prendra cette paix, mais nous savons que cette paix ne sera pas durable, qu'elle porte de nouvelles guerres, de nouvelles boucheries. »

Bien des soldats envoyés par Paris ne voulaient pas de cette poursuite de la guerre. À Tiraspol, Kherson, ils refusèrent de combattre leurs frères soviétiques. Puis, le 16 avril, la révolte éclata dans la flotte. Partie du *Protet*, elle gagna la Crimée, où les équipages de *La France* et du *Jean Bart*

L'un des cuirassés mutinés en 1918.

entonnèrent *L'Internationale* et hissèrent le drapeau rouge, en salut aux travailleurs du port de Sébastopol. Le 21 avril, malgré l'arrestation des meneurs, tel André Marty, cinq navires étaient mutinés.

Une centaine de mutins sur un millier passèrent en cour martiale. Il y eut des condamnations à mort, aux travaux forcés... De crainte des réactions, le commandement préféra rapidement adoucir un peu ces peines. Le gouvernement, lui, jugea urgent de rappeler ses navires.

Cela mit un terme à la première intervention directe de la France contre la Russie des soviets, même si elle recommença en 1920 lors de l'offensive de la Pologne en Ukraine. La révolte n'en cessa pas pour autant dans la flotte de guerre : courant 1919, elle touchait Brest, Cherbourg, Bizerte (en Tunisie), Lorient, Toulon...

Pierre Laffitte

Du RMI au RSA : cache-misère de la crise du capitalisme

Le 30 novembre 1988, l'Assemblée nationale votait à la quasi-unanimité la mise en place du revenu minimum d'insertion (RMI) qui allait concerner quelque 330 000 bénéficiaires, présentés à l'époque comme les « nouveaux pauvres ».

Mitterrand était alors président de la République et la gauche avait la majorité parlementaire.

Trente ans après, le RMI, devenu Revenu de solidarité active (RSA) sous Sarkozy en 2009, est distribué à 1,8 million de personnes. En comptant les familles, l'allocation concerne cinq millions de personnes, mais on estime qu'un tiers des personnes qui pourraient en bénéficier ne font pas la demande. Son

montant est de 550 euros par mois pour une personne seule et 826 euros avec un enfant.

Ce dispositif avait été présenté comme une mesure sociale dont la gauche était fière. En fait, il ne s'agissait que d'un système de charité publique destiné à atténuer un peu, bien peu en réalité, les conséquences de la crise du capitalisme dans un des pays les plus riches du monde.

L'augmentation du nombre de bénéficiaires a suivi la courbe de l'augmentation du chômage, de la suppression massive des emplois, mais aussi l'augmentation de la précarité et des bas salaires. Les capitalistes, les gros actionnaires maintiennent ou augmentent leurs profits en condamnant à l'inactivité une fraction de plus en plus importante de la classe ouvrière, tandis que ceux qui ont un emploi subissent des cadences intenable.

En 2020, Macron veut remplacer le RSA par le revenu universel d'activité. De nouveau, le nom changera



mais pour les bénéficiaires, l'impasse sera la même. Pour en sortir, il faudra imposer des embauches au patronat en répartissant le

travail entre tous, interdire les licenciements et imposer des salaires permettant de vivre.

Boris Savin

Raffineries : grèves et avertissement

Les travailleurs des raffineries ont décidé de reprendre le travail jeudi 29 novembre à 22 heures. La grève avait démarré mercredi soir 21 pour s'opposer au projet des patrons du pétrole de sortir des primes importantes du socle de la convention collective.

Elles constituent une bonne partie du salaire : ce projet permettrait aux entreprises de les supprimer quand elles veulent.

Les installations tournaient au minimum technique et rien n'était livré. Lundi 26, les assemblées générales avaient voté la poursuite de la grève jusqu'au 29, Total, le principal pétrolier en France, devant recevoir les organisations syndicales mercredi 28. Mais ce jour-là la direction s'est contentée de les écouter et de leur présenter des documents de bilan de l'année écoulée avant de s'en aller.

À la raffinerie de Feyzin, près de Lyon, le PDG de Total, Patrick Pouyanné, devait venir jeudi 29 au matin pour

«échanger». Un rassemblement était prévu devant le site pour soutenir les grévistes. Il y avait là des militants des usines chimiques voisines et aussi des gilets jaunes venus discuter avec les grévistes. En effet certains se relaient jour et nuit à un rond-point en face de la raffinerie, parmi lesquels des travailleurs ou anciens travailleurs de la chimie et certains qui ont fait les manifestations contre la loi El Khomri et les ordonnances Macron.

Lors de la rencontre «d'échange» avec le patron de Total, il y avait du monde : tous les cadres, le personnel non-gréviste et des grévistes. Certains salariés ont été particulièrement énervés



Gilets jaunes en face de la raffinerie de Feyzin.

quand il a osé dire que les salariés de Total gagnent 65 000 euros en moyenne. Est-ce son salaire de 3,8 millions par an qui fait ainsi monter la moyenne ?

Sinon, ce PDG a réaffirmé que la remise en cause de la convention collective n'était pas à l'ordre du jour mais qu'il refusait de l'écrire, que c'était une question de confiance... Beaucoup de salariés ont traduit par «pour le moment» ou «pour nous, mais probablement pas pour

les nouveaux embauchés».

À l'assemblée générale l'après-midi, 250 salariés sont venus, les travailleurs postés en grève, mais aussi des journaliers qui font deux heures de grève par jour. FO, qui est majoritaire, s'est prononcée pour arrêter le mouvement, quitte à le reprendre le 12 décembre, après les négociations salariales, alors que la CGT proposait de le continuer.

Lors du vote, seule une petite minorité s'est

prononcée pour la poursuite de la grève. Le poids de FO a compté, mais aussi le fait que les principales raffineries arrêtaient le mouvement. Cependant quelques grévistes étaient très remontés contre la direction et auraient bien aimé tout arrêter.

Des négociations salariales ont lieu avec Total le 11 décembre. La semaine de grève écoulée est un avertissement pour la direction.

Correspondant LO

U Log – Trélazé : travailleurs du site avec gilets jaunes



Depuis le 20 novembre, une cinquantaine de gilets jaunes se relaient pour filtrer la sortie des camions du dépôt U Log de Trélazé, en banlieue d'Angers, qui approvisionnent en produits secs les divers magasins U de la région (hyper, super et marché U).

Dans cet entrepôt qui regroupe 192 salariés en CDI, dont 120 en production, auxquels il faut ajouter une quarantaine d'intérimaires, les salariés étaient nombreux à se sentir du côté des gilets jaunes présents au blocage.

Les militants de la CGT, majoritaires sur le site, ont dès le début essayé de faire le lien avec les gilets jaunes, avec quelques difficultés, d'abord en raison de la présence sur le blocage d'un petit patron très antisyndical. Mais le départ de ce dernier du blocage a permis la jonction avec les gilets jaunes

présents devant l'entrée, qui sont eux aussi des travailleurs salariés, retraités, chômeurs, précaires (intérimaires, autoentrepreneurs, artisans).

En accord avec les gilets jaunes, les militants de la CGT ont donc appelé par tract à un débrayage d'une heure le 30 novembre, en fin de poste pour l'équipe du matin, en début de poste pour celle d'après-midi. Ainsi, ce jour-là, une quarantaine de gilets jaunes rassemblés devant le dépôt à partir de 10 h 30 ont pu être rejoints à partir de

11 heures par une quarantaine de salariés du dépôt, ce qui représente un tiers de l'effectif à la production.

Cette initiative a par ailleurs été relayée sur les rassemblements de gilets jaunes, et en particulier au cours de la réunion qui se tient trois fois par semaine devant la station-service de l'hypermarché Carrefour Saint-Serge à Angers. Les divers groupes Facebook l'ont aussi relayée.

Après discussion, il a été décidé de ne pas bloquer les camions pendant le débrayage, pour éviter tout risque de sanction à

l'encontre des grévistes. En effet la direction d'U Log n'a pas hésité, il y a quelques mois, à licencier deux délégués du personnel suite à un tel blocage sur un dépôt dans l'est de la France, licenciement accepté par l'inspection du travail.

Au cours d'une prise de parole très applaudie, le secrétaire de l'union locale CGT d'Angers a réaffirmé les objectifs communs des gilets jaunes et des salariés, pour une augmentation générale des salaires, des pensions et des allocations, avec indexation sur la hausse des prix, ainsi que la nécessité

de préparer un nouveau Mai 68. Puis, tous les participants ont piqué-niqué ensemble jusqu'à la fin du débrayage à 13 heures.

Le combat pour le pouvoir d'achat mis à l'ordre du jour par le mouvement des gilets jaunes est celui de tous les travailleurs, à commencer par l'augmentation des salaires. Comme l'a affirmé clairement le militant de la CGT de l'union locale d'Angers, «il faut l'unité des travailleurs pour faire céder le gouvernement et les capitalistes».

Correspondant LO

Renault – Cléon : ouvriers et gilets jaunes ensemble

Le 30 novembre, devant Renault – Cléon, dans la région de Rouen, des gilets jaunes et des travailleurs de l'usine ont mené une action commune.

Cette action avait été décidée conjointement par la CGT de Renault – Cléon et des gilets jaunes qui, pour certains, se connaissent depuis longtemps ou qui se côtoient depuis ces dernières semaines sur les blocages.

La CGT du site avait appelé à la grève pour ce jour-là, sur les salaires et contre la précarité.

200 personnes se sont retrouvées devant l'usine durant cette journée. Il y avait des travailleurs de Cléon, une centaine de gilets jaunes et des délégués d'entreprises des alentours telles que Carrefour ou la Carsat.

Ayant eu vent de l'action, la direction avait mis la moitié des ateliers en RTT forcée. Reste que la quasi-totalité des salariés qui travaillaient ce jour-là tenaient à montrer leur sympathie.

Toute la journée, les discussions ont été nombreuses

et l'ambiance fraternelle. Aucun camion n'est entré dans l'usine entre 4 heures du matin et 16 heures.

Les journalistes de BFM présents essayaient à toute force de faire dire aux uns et aux autres que la CGT cherchait à récupérer le mouvement. Les seules réponses furent : «On est au coude à coude, on a décidé cette action ensemble.» Comme le disait un gilet jaune : «Notre combat est le même : les gens veulent vivre et pas survivre.»

Correspondant LO

Park Hyatt – Paris : après 72 jours, la grève continue

En grève depuis le 25 septembre, les salariés du Park Hyatt Paris Vendôme ont voté majoritairement la poursuite du mouvement jusqu'au 21 décembre, date de la prochaine négociation.

Ce sont majoritairement des salariés de la société sous-traitante STN qui mènent la grève. Ils exigent leur intégration dans le personnel de l'hôtel et ont été rejoints par une dizaine de salariés de celui-ci, qui revendiquent une augmentation de salaires de 3 euros de l'heure.

Vendredi 30 novembre, lors de la dernière séance de négociation, les propositions de la direction étaient très floues et ne répondaient en rien aux attentes des grévistes. À la demande d'intégration, la direction oppose toujours un refus catégorique, alors que ce palace est le seul de Paris

à avoir recours à la sous-traitance pour le nettoyage des chambres. Concernant l'augmentation des salaires de Hyatt, particulièrement bas dans ce palace, la direction ne s'engage à rien et renvoie la question à des études ultérieures.

Les salariés ont également demandé la garantie de garder des délégués de proximité. Leurs délégués risquent en effet de ne pas être renouvelés, avec les ordonnances Macron qui laissent au bon vouloir des directions d'entreprise la représentation syndicale des sous-traitants. La société STN s'est engagée à les maintenir jusqu'en

décembre 2019.

Lors de la grève, les salariés ont ajouté la revendication du départ de la gouvernante générale. Outre son harcèlement permanent du personnel, elle était venue sur le piquet de grève pour donner à l'huissier les noms des grévistes présents. La direction se réfugie hypocritement derrière son appartenance à la société sous-traitante pour refuser.

La grève a ainsi été émaillée d'une série de manœuvres d'intimidation. Des vigiles ont frappé les grévistes, la police est intervenue à maintes reprises. Une nouvelle intervention policière a eu lieu dans la semaine, cette fois suite à une plainte du comité Vendôme. Ce comité, créé en 1936, réunit la bourgeoisie des hôtels de luxe et des bijouteries et



financiers du quartier, qui craignent pour leur chiffre d'affaires à l'approche des fêtes. Ils protestent contre les nuisances sonores et le désordre créé par les grévistes!

Les policiers, qui voulaient s'emparer d'une nouvelle fois du matériel de sonorisation des grévistes, ont fait chou blanc face à la forte résistance du piquet, qui l'a évacué en douce. Ils ont

juste pu récupérer quelques casseroles, drapeaux et une banderole.

La présence quotidienne devant l'entrée de l'hôtel d'une cinquantaine de grévistes scandant des slogans, chantant, dansant à longueur de journée, gêne bien tout ce beau monde. Les grévistes sont déterminés à maintenir la pression jusqu'aux fêtes de Noël.

Correspondant LO

Solystic : débrayages pour les salaires

Solystic est une entreprise qui produit des équipements automatisés de tri du courrier pour les postes de plusieurs pays. Depuis le lundi 26 novembre, une partie des salariés de ses deux établissements, à Bourg-lès-Valence dans la Drôme et à Bagnex dans les Hauts-de-Seine, débrayent pour une augmentation générale pour tous.

Au printemps, la direction avait décidé un quasi-blocage des salaires pour 2018, au motif que le carnet de commandes était insuffisamment rempli. Suite aux pétitions qui rejetaient cette perte programmée du pouvoir d'achat, la direction s'était engagée à revoir le sujet en fin d'année. Nous y sommes!

Entre-temps, les commandes sont rentrées. Dans la plupart des secteurs, les salariés sont en surcharge de travail du fait du manque d'effectif. Depuis des années, la direction ne remplace pas les départs dits naturels, démissions ou retraite, et

elle incite nombre de salariés parmi les plus anciens à des départs par rupture conventionnelle.

Suite aux relances par les syndicats début novembre, la direction a annoncé une augmentation de 1,8% pour les salaires inférieurs à 2 400 euros, à valoir sur le budget des négociations qui auront lieu en 2019. Elle a annoncé aussi une prime pour les cadres, qui est un acompte de 30% sur la part de prime variable prévue en 2019, et enfin une prime de 900 euros pour tous versée sur le plan d'épargne-retraite collectif (Perco) en 2019, donc indisponible

jusqu'au départ en retraite.

Il n'y a donc rien, en réalité, pour l'année 2018. En fait, la direction préempte avant l'heure les négociations annuelles obligatoires (NAO) de 2019, en prétendant que la situation de l'entreprise serait difficile. En revanche, ce qui est vrai c'est que les marges qu'elle a dégagées ces dernières années sur le dos du personnel ont été en totalité ponctionnées par l'actionnaire, le groupe Northrop Grumman.

Les dernières annonces de la direction ont donc été ressenties comme une provocation, particulièrement dans les secteurs qui font face à une surcharge de travail et à la pression qu'imposent les délais demandés. Des assemblées du personnel se sont tenues sur les deux sites le lundi 19 novembre, et la proposition de démarrer des arrêts de



travail a été mise au vote. Les salariés de l'établissement de Bagnex, en majorité des ingénieurs, ont décidé de se mettre en grève deux demi-journées par semaine. Sur le site de production à Bourg-lès-Valence, les salariés ont adopté une série de quatre débrayages d'une demi-heure chaque jour.

À la fin de cette première semaine de débrayages, le PDG annonçait qu'il rencontrerait les délégués syndicaux mercredi 5 décembre. Les travailleurs, qui n'ont pas l'intention de relâcher la pression, ont reconduit les débrayages pour cette semaine.

Correspondants LO

Bayer : suppression d'effectifs pour maintenir les profits

Le groupe agropharmaceutique Bayer a annoncé la suppression de plus de 10% de ses effectifs dans le monde d'ici 2021. Cette restructuration massive n'a qu'un but : conduire à une augmentation importante des bénéfices dans les années à venir.

La restructuration touche avant tout les secteurs administratifs et de services, où 5 500 postes disparaîtront sur un total de 12 000 suppressions. La division agrochimique paiera aussi le prix fort,

avec 4 100 postes supprimés. Elle comprend les activités de Monsanto, racheté par Bayer il y a moins de six mois pour la somme de 54 milliards d'euros. Comme lors de tous les rachats d'un trust

par un autre, cette taille dans les effectifs servira à augmenter la productivité et à compenser en partie les sommes folles déboursées pour ce rachat.

Il s'agit aussi pour Bayer de rassurer les actionnaires et de limiter la baisse de son action en Bourse, qui a tendance à dégringoler depuis le rachat de Monsanto. Le procès gagné dernièrement

par le jardinier d'une commune américaine contre Bayer-Monsanto concernant la dangerosité du glyphosate rend en effet les investisseurs nerveux. Car les 9 300 plaintes déposées contre Bayer-Monsanto au sujet de cet herbicide produit par Monsanto pourraient se traduire en procès coûtant des milliards d'euros à Bayer.

Le PDG de Bayer

annonce cyniquement qu'il vise grâce à ce plan une importante augmentation du bénéfice rapporté par chaque action : de 5,70 euros attendus cette année à 6,80 euros en 2019, et même 10 euros en 2022. L'exploitation des quelque 100 000 salariés de Bayer servira à engraisser un peu plus les actionnaires.

Valérie Fontaine

PSA – Poissy : **rassemblements pour les salaires**

Depuis 2012, les salaires sont bloqués à PSA. Le salaire d'embauche n'a pas bougé depuis six ans. Il est à 9,96 euros de l'heure alors que le smic est à 9,88. Et ce ne sont pas les 15 euros net d'augmentation générale de cette année qui ont changé quoi que ce soit. Dans l'usine, à la faveur du mouvement des gilets jaunes et à l'initiative des militants CGT, près de 500 ouvriers au total se sont réunis pour en discuter.

Avec le mouvement des gilets jaunes, les discussions se multiplient dans les ateliers, et le problème des bas salaires revient naturellement sur la table. Deux accords de compétitivité ont

validé l'absence d'augmentations générales pendant plusieurs années, mais aussi le rabaillage ou la suppression de primes. Les heures supplémentaires majorées à 45 % auparavant le sont

maintenant à 25 %. Une prime d'ancienneté a été supprimée. Les travailleurs intérimaires ne bénéficient pas pour la plupart de l'augmentation de cette année, ce qui maintient leur salaire à 9,96 euros brut de l'heure.

Un système compliqué de compteurs-temps permet aussi à la direction d'imposer des heures supplémentaires sans les payer. Depuis le début de l'année, presque tous les samedis sont travaillés en équipe du matin ainsi que les nuits de dimanche à lundi pour

l'équipe de nuit. Cela crée un vif mécontentement, renforcé par les cadences et les postes intenablement, particulièrement à l'atelier du montage.

Depuis une quinzaine de jours, à l'appel de la CGT, pendant les pauses, seize réunions et rassemblements ont été organisés dans toutes les équipes et tous les secteurs de l'usine. Plus de 500 ouvriers se sont réunis à ce jour, dont des intérimaires. C'est bien plus que lors de précédents rassemblements et cela touche plus

de secteurs.

Alors que le coût de la vie ne cesse d'augmenter, alors que PSA accumule des milliards de bénéfices et la famille Peugeot vient d'augmenter sa fortune de 200 millions, les ouvriers commencent à discuter sérieusement de débrayer pour réclamer des augmentations de salaire. Le salaire est leur seul revenu. Et les gilets jaunes font la démonstration qu'il n'y a que la mobilisation pour se faire entendre.

Correspondant LO

Sandvik – Fondettes : **mobilisation de soutien réussie**

Depuis l'annonce de la fermeture de leur usine, le 23 octobre, les 161 salariés de Sandvik, à Fondettes dans l'Indre-et-Loire, qui fabriquent des outils coupants pour l'industrie, menacés de licenciement, ne sont pas restés l'arme au pied.

Avec banderoles et affiches devant l'usine, pancartes, autocollants conspuant le cynisme de leur direction tout en réduisant au minimum la production, les travailleurs ont préparé la journée de grève totale et de mobilisation du jeudi 29 novembre, qui a été une totale réussite.

Tous les salariés étaient en grève et se sont retrouvés ensemble devant l'usine. L'UD CGT avait relayé l'appel au soutien et des travailleurs de l'agglomération sont venus en délégation, à plus de trois cents, partager le barbecue et exprimer leur solidarité : délégués des métaux, mais aussi de Michelin, cheminots, hospitaliers, enseignants et retraités...

Le délégué syndical CGT



Prise de parole de la CGT

de l'usine a pris la parole pour exprimer l'exigence qu'aucun des travailleurs ne se retrouve à Pôle emploi, pour imposer à ce groupe multinational, qui affichait encore 1,3 milliard de bénéfices l'an passé, de garantir un emploi à tous.

Des représentants d'autres syndicats ont exprimé leur soutien, ainsi que des porte-parole de Lutte ouvrière, du NPA, de LFI et du PCF. Ce dernier a réclamé que le groupe Sandvik

rembourse les aides publiques reçues, notamment de la Région, pour plus de 3 millions d'euros au titre de l'aide à la recherche, alors que le centre de recherche associé à l'usine doit aussi fermer. Le camarade de LO, lui, rappelait que, lorsqu'il était élu à la Région, il avait été bien seul pour s'opposer au principe même d'accorder des aides publiques à ces capitalistes...

Quant au député LREM présent sur le site, il s'est

tenu éloigné du micro, présentant sans doute qu'il y serait fraîchement accueilli...

Rien n'est gagné évidemment. La lutte sera difficile et les travailleurs ont programmé une nouvelle journée de grève totale le 19 décembre, date prévue d'une prochaine réunion entre la direction et les organisations syndicales.

La direction locale du groupe Sandvik, un groupe qui continue de dégager d'énormes profits, persiste à

ne parler que d'un accompagnement pour les salariés, avec comme échéance l'envoi des lettres de licenciement à partir d'avril 2019. Les travailleurs ont toutes les raisons de préparer d'autres manifestations et de s'engager sérieusement dans la grève. Il faut obliger Sandvik à sortir de la stratégie patronale bien rodée des discussions autour d'un PSE qui est en fait un plan de suppressions d'emplois.

Correspondant LO



Nos lecteurs écrivent **La conserve de foie gras, une vocation ?**

Je travaille depuis la mi-octobre jusqu'à fin décembre dans une conserverie de foie gras. C'est un milieu aux conditions de travail très difficiles, et la considération envers ceux qui y triment n'est pas à la hauteur de ce qu'ils laissent de leur personne.

J'observe, j'écoute, je réfléchis... au bout de quelques jours, je n'avais qu'une envie, partir en courant (quelle sensation de liberté cette idée me

procurait-elle !) et puis, je suis restée, parce que, comme tous, j'ai besoin d'argent pour vivre, parce qu'« il ne faut pas dire, "Fontaine, je ne boirai pas de ton eau" », et ne pas oublier que cela apporte quelque chose, des enseignements...

Ne pas oublier le bruit, l'odeur, les cadences, les gestes répétitifs et abrutissants, les horaires décalés et les journées qui font le tour du cadran (eh oui, il y a des accords de branche, des

conventions collectives), les bonnes et les mauvaises relations au sein du personnel, certains qui tiennent un stylo ou collent des étiquettes se prennent parfois pour des petits chefs vis-à-vis de ceux qui manipulent la barbaque, le boss qui se fait filmer par les caméras de télévision dans différents ateliers de l'usine, la quantité de gens en arrêt de travail, les autres qui sont là, ceux qui boitent, ceux qui sont courbés, ceux qui

ont les mains déformées et, je suis sûre, tous ceux qui ont la boule au ventre... Et je pense à un vers de Prévert, un truc comme ceci je crois : « L'ouvrier à la porte de l'usine... Dis donc camarade Soleil, tu ne trouves pas que c'est plutôt con de donner une journée pareille à un patron ? »... avec les heures d'embauche nocturnes, c'est aussi à la lune et au ciel étoilé à qui l'on pourrait s'adresser de la même manière.

Encore le boss : dans un reportage sur le besoin en saisonniers dans certains secteurs professionnels en cette fin d'année, il fait un appel aux candidats pour pourvoir des postes qui, je le cite « pourraient par ce biais-là susciter des vocations... » Vocation ! Croit-il vraiment à ce qu'il dit ?

Les écarts de salaires, de traitement, comment est-ce possible ?

Une lectrice des Landes

Nettoyage : Elior veut faire les poches de ses salariés

Il arrive que, dans une même entreprise, sur un même chantier ou plusieurs, des travailleurs aient des primes différentes du fait des changements de société au fil des appels d'offres.

Chez Elior, groupe multimillionnaire, à Marseille où des grèves avaient permis l'obtention du treizième mois sur certains chantiers, 183 salariés « rachetés » par l'entreprise, certains depuis 2008, avaient attaqué en justice au nom du principe « à travail égal, salaire égal ». Ils avaient obtenu aux Prud'hommes et en cour d'appel la condamnation d'Elior à leur verser la même rémunération. Mais ce patron tenace et revanchard a finalement gagné en Cour de cassation. Résultat, les salariés, aux salaires proches du smic, certains à temps partiel, harcelés par les huissiers, sont sommés de rembourser les primes

gagnées, qui représentent de 17 000 à 25 000 euros ! Au total, Elior voudrait recouvrer 2,8 millions d'euros. Une déléguée syndicale CGT rapporte l'exemple d'une salariée en invalidité qui gagne 850 euros, et à qui la société de recouvrement veut prendre 350 euros par mois, pendant des années.

Il faut préciser que les premiers jugements avaient encouragé de nombreux salariés, dans plusieurs régions, à saisir à leur tour la justice. Face à un déferlement de plaintes, la FEP (Fédération des entreprises de propreté) s'est fait entendre auprès des gouvernements. Ceux-ci lui ont rapidement donné satisfaction, en ajoutant dans la

loi El Khomri de Hollande, puis dans la loi travail de Macron, des articles rédigés sur mesure et devant stopper toute procédure. De nombreux jugements sont encore en attente, comme chez STMicroelectronics en Isère où à l'hôpital de Saint-Étienne, mais les salariés du nettoyage ne se font guère d'illusions.

Vu la faiblesse des salaires, l'obtention d'un treizième mois est une vieille revendication des salariés du nettoyage. Les patrons ont le bras long auprès du gouvernement et de la justice, mais ils sont manchots pour faire le travail à la place de leurs salariés. De quoi inciter ceux-ci à une grève déterminée, pour exiger leur dû et des salaires qui permettent de vivre dignement.

Correspondant LO



RATP : après les élections professionnelles

L'aspect le plus marquant des élections professionnelles à la RATP a été l'abstention record. Pour la première fois, le vote avait lieu par voie électronique et tout était fait pour inciter les agents à voter à la maison.

Beaucoup n'ont pas voté, par méfiance pour ce système, pensant que la direction pouvait savoir pour qui ils votaient. De plus, pour valider son vote, il fallait entrer son salaire. Toutes ces tracasseries ont conduit de nombreux travailleurs à refuser de voter. Au total, seuls 45 % des agents ont voté, contre 65 % en 2014. Tant et si bien que, dans la moitié des seize CSE, le quorum n'est pas atteint et il va falloir revoter en décembre.

Les résultats font apparaître un succès de l'UNSA, le syndicat le plus corporatiste et dont la campagne était basée sur la peur de perdre même les quelques avantages qui restent pour les travailleurs de la RATP, en faisant reposer cette menace sur la prétendue politisation des autres syndicats.

Avec 30,43 % et 5 982 électeurs, soit 16 voix de plus seulement que la CGT, l'UNSA devient la première organisation, bien que 13,73 % seulement des agents aient voté pour elle. Effet de la loi travail, il n'y a plus que trois syndicats dits représentatifs. Le grand perdant de ce système est SUD qui, avec 8,95 %, n'a plus voix au chapitre.

Malgré un système de vote qui l'a sans doute défavorisée, il est notable que la CGT ne recule pas. Elle reste largement majoritaire parmi les ouvriers de maintenance, avec plus de 70 % des voix. Elle est de loin le premier syndicat parmi les conducteurs de bus. La CGT devient le premier syndicat parmi les agents de stations, qui jusqu'alors votaient

plutôt UNSA.

En revanche, la CGT est en recul évident parmi les conducteurs du métro, où elle ne fait que 17,69 % des voix, soit trois fois moins que l'UNSA. Parmi les raisons de ce recul, il y a le départ de la génération de militants qui avaient animé les grèves de 1995 et 2007, génération qui pour le moment n'a pas été remplacée. De son côté, la direction fait tout pour laisser le champ libre à l'UNSA. Mais les dirigeants de la CGT ont aussi leur part de responsabilité. Alors que la période exige une opposition claire aux plans de la direction et surtout de marteler que les salariés n'ont pas d'autre choix que de se battre pour protéger leurs conditions d'existence, ils préfèrent vanter la qualité du travail des élus dans les instances. À semer de telles illusions, pas étonnant que ce soit le syndicat qui entend « privilégier le dialogue social à l'affrontement » qui récolte les voix.

Or, dans ce contexte d'offensive du patronat, en l'absence de luttes collectives, il n'y a rien d'autre à négocier que des reculs ! À la RATP, au nom de l'ouverture à la concurrence, de nouvelles attaques se préparent et aucun secteur ne sera épargné. Autant dire que les travailleurs ont tout intérêt à contester dès maintenant les projets néfastes de la direction, sans se laisser abuser par le fait que ceux-ci ont l'aval de dirigeants syndicaux.

Correspondant LO



Take Eat Easy : la justice donne raison aux livreurs

Un ancien livreur à vélo de la société de livraison de repas à domicile Take Eat Easy (TEE), aujourd'hui disparue, a obtenu le 28 novembre de la Cour de cassation la reconnaissance d'un lien de subordination entre son ancienne entreprise et lui-même.

La justice refusait jusqu'alors de reconnaître le statut de salarié à ceux qui travaillent pour des plateformes comme Uber, Deliveroo ou TEE. Ces dernières imposent en effet le statut d'autoentrepreneur aux travailleurs, ce qui les prive des quelques droits liés à un contrat de travail : pas de salaire garanti ou de congés payés ; pas de droit au chômage lorsque leur activité avec la plateforme prend fin, ainsi que les 2 500 livreurs de TEE ont pu en faire l'expérience lors de la faillite de celui-ci en 2016.

La Cour de cassation fait valoir que les livreurs étaient suivis par la plateforme via

un système de géolocalisation et que celle-ci avait le pouvoir de les sanctionner. Cela revient à reconnaître que TEE et toutes les sociétés

du même genre ont purement et simplement instauré une nouvelle forme de travail à la tâche.

Cette décision de justice constitue un encouragement pour tous les travailleurs de cette prétendue nouvelle économie, qui combattent des méthodes aussi anciennes que l'exploitation.

Nicolas Carl



Fonderies du Poitou : patrons voyous, le retour

Depuis des mois, des menaces sur l'emploi pèsent sur ces deux fonderies d'Ingrandes-sur-Vienne dédiées à la production de pièces automobiles.

L'une des deux fonderies, la Fonte, a annoncé en octobre la suppression de 103 emplois, prétextant la baisse des commandes de moteurs diesel.

L'autre, l'Alu, dépend du groupe Saint-Jean-Industries basé près de Lyon et produit des pièces en aluminium exclusivement pour Renault, dont les commandes diminuaient aussi régulièrement.

Après des mois d'inquiétude des salariés de l'Alu, le 27 novembre, le PDG de Saint-Jean s'est déplacé à l'usine pour annoncer la mise de l'entreprise en cessation de paiement. Après quoi, il s'est rapidement éclipsé de la réunion extraordinaire du comité social et économique, évitant ainsi d'avoir à s'expliquer auprès des nombreux travailleurs en colère, qui avaient spontanément débrayé dès le passage des délégués dans les ateliers au retour de la réunion.

Le 29 novembre, le tribunal de commerce de Lyon

a donc placé Saint-Jean-Industries Poitou en redressement judiciaire, avec une date limite de dépôt des offres de reprise fixée au 28 janvier 2019. Renault a depuis confirmé qu'il soutiendra financièrement Saint-Jean-Industries Poitou lors de la période de transition jusqu'au 15 février 2019, sans toutefois préciser le montant de cette aide. Les salaires de novembre seront pris en charge par les AGS (Association pour la gestion du régime d'assurances des créances des salaires) pour les ouvriers en CDI, mais pas pour les 35 derniers intérimaires payés normalement par l'agence Manpower, qui verront leurs contrats éventuellement renouvelés mais ont été pour l'instant renvoyés dès le vendredi suivant l'annonce.

Depuis des mois, les syndicats de l'entreprise multiplient en vain les propositions pour convaincre le patron de Saint-Jean de réduire la dépendance à Renault. Ils espèrent désormais



Rassemblement des fondeurs à Châtellerault.

un repreneur qui apporterait un projet solide dans cette optique, ou alors que Renault réintègre les Fonderies au sein du groupe et s'engage à maintenir l'activité en augmentant les volumes de culasses attribuées au site. Toutes choses qui dépendent évidemment de l'intérêt que les actionnaires de ces industriels trouveront à placer leurs capitaux dans les Fonderies, ou du rapport de force que les ouvriers parviendront à imposer pour sauver leurs emplois, car dans les ateliers la colère gronde. Elle s'est largement manifestée à l'occasion de la grève du 29 novembre, avec un rassemblement de plus de 300 ouvriers appelé

par les syndicats devant l'usine en présence du secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez, venu dans la Vienne à l'occasion des élections dans la fonction publique. Après une opération escargot jusqu'à Châtellerault, un barbecue était organisé devant la mairie, avec le soutien de délégations de gilets jaunes.

Beaucoup évoquaient la grève de deux mois de 2011, contre le patron d'alors, Montupet, et aussi contre Renault, pour sauver les emplois et les salaires des fondeurs. Bien peu croient que le groupe Saint-Jean ou Renault ne seraient pas en mesure de payer le million d'euros des salaires de

novembre, alors que le PDG de Renault, Ghosn, pouvait jusqu'à il y a peu se reposer sur des matelas de dizaines de millions d'euros et frauder le fisc.

Des actions sont d'ores et déjà programmées, dont une assemblée lundi 3 décembre, afin d'envisager de passer à la vitesse supérieure. Il faut montrer que les travailleurs n'ont pas l'intention de baisser la garde devant les futurs administrateurs, patrons intérimaires qui ne manqueront pas de tenter de leur réclamer des sacrifices pour séduire les éventuels futurs actionnaires.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal décembre 2018.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, il est possible de payer par carte bancaire sur notre site ou de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas

droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe
Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Audio LO

www.lutte-ouvriere-audio.org

COP 24: le naufrage de la conférence... et du climat

La 24^e COP (Conférence des Parties, sous l'égide de l'ONU) qui doit se tenir jusqu'au 14 décembre apparaît d'avance comme un échec, à tous points de vue.

La conférence a lieu à Katowice, au cœur du bassin houiller de Silésie, en Pologne. Un vrai symbole car c'est une des villes les plus polluées au monde. Le simple fait d'y résider équivaut à fumer 2 500 cigarettes par an. La COP est d'ailleurs patronnée, en premier lieu, par le groupe minier JSW, premier producteur européen de coke, ce qui est tout un programme.

Les annonces récentes montrent que les engagements pris au cours des COP précédentes par divers États pour réduire les rejets de gaz à effet de serre ne sont pas tenus. Les dirigeants français notamment se sont gargarisés du succès supposé de la COP 21, à Paris, en promettant des lendemains

écologiques pleins d'espoir. En réalité les engagements de la COP parisienne ont capoté. Rien n'a été tenu. Enfin les États-Unis, le second émetteur de gaz à effet de serre de la planète, ne sont pas représentés, Trump ayant décidé de ne pas se sentir lié par la COP de Paris, ni les suivantes.

Quant à la COP qui doit suivre celle de Katowice, elle n'a pas de point de chute pour le moment. Car le Brésil pressenti vient de déclarer forfait. Ce pays n'est pas un gros émetteur de gaz à effet de serre. En revanche, il possède la plus importante forêt équatoriale du monde, en Amazonie, forêt qu'il laisse saccager, et il n'a pas envie de devoir en répondre.

Les COP passées et futures n'ont et n'auront donc servi à rien. Mais le plus grave n'est pas le naufrage de ces réunions où l'on prend des engagements jamais tenus concernant le climat, mais le naufrage du climat lui-même. À répétition, des annonces de divers organismes, dont le GIEC, alertent l'opinion sur le fait que la planète est en train de se réchauffer comme jamais. Les rejets de gaz à effet de serre vont en augmentant et battent tous les records. On court à la catastrophe. Il avait été question à Paris de limiter le réchauffement à une moyenne de 1,5 degré. On est en train d'abandonner cet objectif et de passer à 2 degrés. Mais selon de nombreux scientifiques, on va vers les



Vue de Katowice depuis une mine de charbon.

3 degrés, voire plus.

Les banques mondiales continuent de financer les charbonnages et l'extraction du pétrole et du gaz naturel. Pendant que les représentants des États péorent lors des COP, les industriels et financiers de ces mêmes États continuent à investir dans les énergies fossiles. Il n'est pas question de

toucher aux lois du marché et à la libre initiative de ces industriels.

Le système capitaliste est ainsi le verrou qui interdit de prendre des mesures efficaces pour stopper la course au réchauffement. Une raison de plus pour renverser ce système.

André Victor

ISF: une goutte d'argent dans un océan d'or

Reprenant une revendication formulée par de nombreux gilets jaunes, les dirigeants de La France insoumise, du PCF et même ceux du PS, réclament à leur tour le rétablissement de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) supprimé par Macron. La restauration de l'ISF pourrait rapporter entre 3,2 et 4,5 milliards d'euros selon les estimations.

Cet impôt, initialement créé en 1981 par Mitterrand sous le nom d'impôt sur les grandes fortunes, a toujours fait hurler les riches. Il a été supprimé par Chirac dès 1987. Recréé en 1989 par Rocard sous son nom actuel, modifié plusieurs fois, il n'a pourtant jamais empêché les riches de dormir, ni même, comme ses détracteurs le répètent, à émigrer dans de somptueuses résidences en Suisse. Sarkozy avait instauré un bouclier fiscal pour les protéger; bouclier confirmé sous Hollande avec un plafonnement à 75% du revenu fiscal. Ainsi en 2016, l'État a rendu 1 milliard d'euros aux 350 000 contributeurs à l'ISF déclarant plus de 1,3 million de fortune personnelle.

Ministres et députés macronistes se succèdent aujourd'hui sur les plateaux de télévision en répétant: «La suppression de l'ISF n'était pas un cadeau aux plus riches, mais un moyen de relancer

l'investissement dans la production.» Et tous, comme la députée LREM Amélie de Montchalin, d'affirmer: «On l'a remplacé par l'impôt sur la fortune immobilière (IFI) dont il faut évaluer l'impact. Si ses effets sont insuffisants, on le modifiera.» Il y a pourtant un autre immense cadeau fiscal, inventé par Hollande, dont toutes les évaluations ont déjà conclu que ses effets étaient «faibles et incertains sur l'emploi»: c'est le CICE. Macron n'a pourtant pas prévu de le supprimer. Au contraire, il l'a doublé: en 2019 le patronat verra ce cadeau fiscal transformé en baisse permanente de cotisation tout en touchant la réduction d'impôts. Le CICE sera un énorme cadeau fiscal à 42 milliards d'euros profitant avant tout aux plus grandes entreprises.

C'est bizarre, ce cadeau-là, on n'entend pas les dirigeants du PS ni même de La France insoumise en réclamer la suppression.

X.L.

Arrêts de travail non utilisés: malades mais présents

On sait qu'il existe une pression permanente pour stigmatiser l'absentéisme. Cet absentéisme augmente notamment parce qu'il y a de plus en plus de seniors au travail, du fait du recul de l'âge de la retraite, et parce que les conditions de travail vont souvent en empirant.

Mais en fait, un grand nombre de travailleurs vont dans leur entreprise bien qu'ils soient malades, pour ne pas se faire mal voir et

quelquefois par crainte d'être licenciés.

Un groupe d'assurance parmi les plus importants, Malakoff-Médéric, vient de publier une étude sur les arrêts maladies prescrits par des médecins mais non utilisés, soit en partie, soit pas du tout. Ainsi 23% des salariés renoncent à leur arrêt maladie, 15% totalement et 8% en partie. Ce nombre va en augmentant: ils étaient 19% en 2016.

Parmi eux un grand nombre déclarent regretter ce renoncement à leur arrêt maladie, car la maladie a duré plus longtemps que prévu, ou encore ils ont subi une rechute.

Ces chiffres sont révélateurs de la situation réelle au travail: de plus en plus dure et de plus en plus contraignante. On doit aller au travail pour vivre, mais trop souvent on y laisse sa santé.

A.V.

Armée de l'air: plan de vol... des impôts

Le général Lavigne, chef d'état-major, a présenté le 29 novembre ses réflexions sur l'armée de l'air, sous forme de «plan de vol». Sans doute les Mirage, Rafale, drones et autres voleront-ils. Mais les volés, à coup sûr, seront les contribuables.

Le général a pour son aviation l'ambition de «conserver la supériorité aérienne», face aux avions de chasse et aux missiles de toute sorte dont disposent la Russie et la Chine. Cette prétendue supériorité ferait bien rire Russes et Chinois, si elle n'était pas indissociable des moyens aériens de l'OTAN et des États-Unis. Et quand il prétend «continuer de pouvoir entrer en premier sur un théâtre», il ne vise pas les premiers rôles à la Comédie Française. Il parle des interventions militaires au Mali ou en Côte d'Ivoire, dans les anciennes colonies africaines de la France où le gendarme américain lui

délègue ses pouvoirs de police.

Les hautes ambitions du «plan de vol» ont en revanche un coût bien terre à terre. Il s'agit de recruter, former et conserver les spécialistes nécessaires, pilotes, mécaniciens, informaticiens, et d'acheter les coûteuses productions de

Dassault, Thales et compagnie. Et là, c'est toute la population qui est engagée, par le biais des taxes et impôts, pour financer les joujoux de la «supériorité». Les militaires n'ont qu'une main sur la couture du pantalon, l'autre est dans les poches des contribuables.

Vincent Gelas

★ LA TÊTE DANS LES ÉTOILES ★

